

Les disparités des situations communales, intercommunales, départementales et régionales

GUILLAUME LEFORESTIER, PASCAL SIMON (DGCL)

Définitions

Les ratios financiers obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus ont été repris ici pour l'ensemble des communes, les EPCI, les départements et les régions selon différents axes. Par exemple, pour les communes, une présentation est faite selon la strate de population, l'appartenance intercommunale, la situation géographique (rurale ou urbaine) ou selon le caractère touristique ou de montagne de la commune.

Liste des 11 ratios

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), comprennent 11 ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

À noter : pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

- **Ratio 1 = dépenses réelles de fonctionnement (DRF) diminuées des travaux en régie / population** : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvements réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites aux DRF.
- **Ratio 2 = produit des impositions directes / population** : recettes hors fiscalité reversée.
- **Ratio 2 bis = produit net des impositions directes / population** : en plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.
- **Ratio 3 = recettes réelles de fonctionnement (RRF) / population** : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.
- **Ratio 4 = dépenses d'équipement «brutes» / population** : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours,

diminué des crédits des comptes 236, 237 et 238), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (compte 455 ou 456 selon les nomenclatures).

- **Ratio 5 = dette / population** : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette / épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

- **Ratio 6 = DGF / population** : recettes du compte 741 en mouvements réels. Part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

- **Ratio 7 = dépenses de personnel / DRF** : mesure la charge de personnel de la collectivité; c'est un coefficient de rigidité, car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

- **Ratio 9 = marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette) / RRF** : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à autofinancer l'investissement est élevée; *a contrario*, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire aux recettes d'investissement ou à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites aux DRF.

- **Ratio 10 = dépenses d'équipement «brutes» / RRF = taux d'équipement** : effort d'équipement de la collectivité au regard de ses ressources. À relativiser sur une année donnée, car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Voir le ratio 4 pour la définition des dépenses.

- **Ratio 11 = dette / RRF = taux d'endettement** : mesure du poids de la dette d'une collectivité relativement à ses ressources.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en euros par habitant : la population utilisée est la population totale légale en vigueur de l'année.

Les ratios 7 à 11 sont exprimés en pourcentage.

Typologie

Territoire «urbain» : est considéré comme urbain (ou unité urbaine) un ensemble de communes sur lequel on trouve une zone de bâti continu, c'est-à-dire un espace au sein duquel il n'y a pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions et dans lequel résident au moins 2 000 habitants. Pour cette typologie, on utilise le zonage en unités urbaines de 2010 élaboré par l'Insee.

Les communes touristiques : au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement (*source : ministère de l'Intérieur, DGCL*). La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Les communes touristiques concernent uniquement la France métropolitaine.

Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

- **les communes touristiques du littoral maritime :** ce sont les communes touristiques appartenant également à la liste des communes du littoral maritime. Cette liste comprend les communes de bord de mer et les communes d'estuaires, en aval de la limite transversale de la mer (*source : Institut français de l'environnement [IFEN] dissout en 2008 et remplacé par le Service de la donnée et des études statistiques [SDES]*);
- **les communes touristiques de montagne :** les communes de montagne sont repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'Agriculture. Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en métropole (*source : ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation*);
- **les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver » :** ce sont les communes touristiques également classées comme « supports de station de sports d'hiver ». Ces dernières sont définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques. Les critères de sélection des communes touristiques conduisent à exclure du champ d'études celles dont l'activité liée au tourisme d'hiver est mineure (faible capacité d'hébergement et nombre réduit de remontées mécaniques) (*source : service d'études d'aménagement touristique de la montagne*).

A. Disparités communales

1. Ratios financiers obligatoires des communes, par strate de population

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris	952	510	665	1 140	300	888	175	55,6	91,6	26,3	78,0
France métropolitaine y compris Paris	985	521	682	1 173	304	961	171	55,3	91,8	25,9	82,0
DOM	1 185	362	445	1 285	266	831	210	65,8	98,0	20,7	64,7
France entière	991	516	674	1 176	302	957	172	55,7	92,1	25,7	81,4
France métropolitaine											
Moins de 3 500 hab.											
de 3 500 hab.	649	347	425	819	307	637	156	43,9	88,1	37,5	77,8
De 3 500 à moins de 10 000 hab.											
de 10 000 hab.	899	490	657	1 093	313	831	152	55,1	89,9	28,7	76,0
Moins de 10 000 hab. et plus de 10 000 hab. et plus hors Paris											
10 000 hab. et plus hors Paris	1 189	635	839	1 386	290	1 090	198	60,2	93,7	20,9	78,6
Par strate détaillée de population (France métropolitaine)											
Moins de 100 hab.											
De 100 à moins de 200 hab.	870	312	348	1 167	565	666	258	24,1	83,2	48,4	57,1
De 200 à moins de 500 hab.											
De 500 à moins de 2 000 hab.	659	283	308	876	385	580	200	29,4	84,7	44,0	66,2
De 2 000 à moins de 5 000 hab.											
De 5 000 à moins de 10 000 hab.	583	296	323	753	304	546	162	35,7	86,9	40,4	72,6
De 10 000 à moins de 20 000 hab.											
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	622	337	412	785	296	625	152	44,2	88,4	37,7	79,7
De 50 000 à moins de 100 000 hab.											
De 100 000 hab. et plus hors Paris	725	404	523	901	311	716	150	49,8	88,8	34,5	79,6
De 100 000 hab. et plus hors Paris											
100 000 hab. et plus hors Paris	829	454	603	1 016	330	773	150	53,0	89,4	32,5	76,1
De 10 000 à moins de 20 000 hab.											
De 20 000 à moins de 50 000 hab.	935	507	684	1 132	305	860	153	56,0	90,1	27,0	75,9
De 50 000 à moins de 100 000 hab.											
100 000 hab. et plus hors Paris	1 086	574	794	1 284	310	886	176	59,4	91,6	24,1	69,0
100 000 hab. et plus hors Paris											
100 000 hab. et plus hors Paris	1 223	645	867	1 415	303	1 049	199	61,3	93,8	21,4	74,2
100 000 hab. et plus hors Paris											
100 000 hab. et plus hors Paris	1 323	676	932	1 542	332	1 414	213	61,0	94,5	21,5	91,7
100 000 hab. et plus hors Paris											
100 000 hab. et plus hors Paris	1 150	650	779	1 335	226	1 104	208	58,8	94,8	16,9	82,7

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; Insee (population totale en 2018 - année de référence 2015); calculs DGCL.

2. Ratios financiers obligatoires des communes, selon l'appartenance intercommunale

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine hors Paris											
Communes membres de métropoles ou de communautés urbaines (CU)^(a)											
Moins de 10 000 hab.	839	480	628	1 001	285	649	96	56,0	90,3	28,5	64,9
10 000 hab. et plus	1 219	665	865	1 409	264	1 091	182	60,8	94,3	18,7	77,4
Ensemble	1 157	635	826	1 343	267	1 019	168	60,2	93,8	19,9	75,9
Communes membres de communautés d'agglomération (CA)											
Moins de 10 000 hab.	737	398	543	908	303	686	136	51,6	89,2	33,3	75,6
10 000 hab. et plus	1 169	607	814	1 373	318	1 099	223	59,9	93,1	23,2	80,0
Ensemble	969	510	688	1 158	311	907	183	56,9	91,7	26,9	78,4
Communes membres de communautés de communes (CC) à FPU											
Moins de 10 000 hab.	707	358	464	887	310	721	167	46,9	88,7	35,0	81,3
10 000 hab. et plus	1 064	531	761	1 254	328	1 025	186	56,9	92,7	26,1	81,8
Ensemble	743	375	493	923	312	751	169	48,3	89,2	33,8	81,4
Communes membres de communautés de communes (CC) à fiscalité additionnelle											
Moins de 10 000 hab.	816	541	515	1 035	354	754	206	42,1	87,2	34,2	72,8
10 000 hab. et plus	1 123	791	794	1 388	420	1 046	232	56,6	87,5	30,3	75,4
Ensemble	833	554	530	1 055	358	769	207	43,1	87,3	33,9	73,0

Hors gestion active de la dette.

(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; Insee (population totale en 2018 - année de référence 2015); calculs DGCL.

3. Ratios financiers obligatoires des communes, selon leur situation géographique

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine, hors Paris											
Communes « rurales »											
Ensemble	631	329	387	805	309	621	171	41,5	87,5	38,4	77,2
Communes « urbaines »											
Moins de 10 000 hab.	827	455	607	1 009	310	775	141	53,3	89,7	30,7	76,8
10 000 hab. et plus	1 189	635	838	1 385	290	1 090	198	60,2	93,7	20,9	78,7
Ensemble	1 051	566	750	1 242	297	970	177	58,1	92,5	23,9	78,1
Communes de montagne											
Moins de 10 000 hab.	911	464	579	1 151	440	1 059	200	42,9	88,9	38,2	92,0
10 000 hab. et plus	1 171	558	819	1 369	303	1 120	187	58,7	93,4	22,1	81,8
Ensemble	963	482	627	1 195	412	1 071	197	46,7	89,9	34,5	89,7
Communes hors montagne											
Moins de 10 000 hab.	714	389	498	884	291	656	148	49,9	88,8	32,9	74,2
10 000 hab. et plus	1 190	638	839	1 386	289	1 089	199	60,2	93,7	20,9	78,5
Ensemble	951	513	668	1 135	290	872	173	56,4	91,8	25,6	76,8

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population totale en 2018 - année de référence 2015) ; calculs DGCL.

4. Ratios financiers obligatoires des communes touristiques

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France métropolitaine, hors Paris											
Ensemble des communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	866	492	559	1 069	343	940	160	47,6	90,0	32,1	87,9
10 000 hab. et plus	1 072	666	763	1 279	330	1 150	126	56,8	92,6	25,8	89,9
Ensemble	929	545	621	1 133	339	1 004	150	50,9	90,9	29,9	88,6
Communes du littoral maritime											
Moins de 10 000 hab.	834	502	548	1 033	320	834	145	53,1	89,1	31,0	80,7
10 000 hab. et plus	1 060	680	758	1 267	328	1 142	118	57,3	92,2	25,9	90,2
Ensemble	933	581	641	1 136	323	970	133	55,2	90,6	28,5	85,4
Communes « supports de station de sports d'hiver »											
Moins de 10 000 hab.	1 154	680	735	1 414	424	1 543	177	35,0	91,5	30,0	109,1
10 000 hab. et plus	935	660	665	1 254	693	1 226	155	54,7	83,6	55,3	97,8
Ensemble	1 142	679	732	1 405	439	1 525	175	35,9	91,1	31,2	108,6
Autres communes touristiques de montagne											
Moins de 10 000 hab.	743	347	431	927	366	824	198	44,5	90,5	39,4	88,8
10 000 hab. et plus	1 380	626	865	1 507	263	1 536	263	48,2	100,8	17,5	102,0
Ensemble	774	361	452	956	360	859	201	44,9	91,3	37,7	89,8
Autres communes touristiques											
Moins de 10 000 hab.	806	435	546	985	310	780	148	52,0	90,1	31,5	79,2
10 000 hab. et plus	1 132	576	794	1 326	295	1 125	157	55,6	94,9	22,2	84,8
Ensemble	878	466	600	1 060	307	855	150	53,0	91,4	29,0	80,7

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab. DGF, les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; Insee (population DGF en 2018 - année de référence 2015) ; calculs DGCL.

5. Effectifs communaux

Nombre de communes en 2018	Moins de 10 000 habitants	10 000 habitants ou plus	Ensemble
France métropolitaine, hors Paris	34 265	961	35 226
Communes rurales	28 100	1	28 101
Communes urbaines	6 165	960	7 125
Communes de montagne	6 061	48	6 109
Communes hors montagne	28 204	913	29 117
Communes touristiques	2 058	78	2 136
Communes du littoral maritime	477	58	535
Communes « supports de station de sports d'hiver »	298	3	301
Autres communes touristiques de montagne	861	2	863
Autres communes touristiques	422	15	437

Sources : DGFIP, comptes de gestion. Insee (population totale); calculs DGCL.

B. Disparités intercommunales

Ratios financiers obligatoires des groupements de communes à fiscalité propre, selon leur nature juridique et fiscale

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
CU et métropoles ^(a)	399	377	177	521	143	558	154	39,5	86,1	27,5	107,2
Communautés d'agglomération	365	334	165	437	87	340	92	38,5	90,8	19,8	77,9
Communautés de communes à FPU	291	290	151	345	78	192	48	39,2	90,1	22,8	55,5
Communautés de communes à FA	276	194	173	324	69	154	16	35,9	90,2	21,4	47,5
France entière	350	328	165	430	101	355	95	38,9	88,9	23,4	82,5

Hors gestion active de la dette.

(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du Grand Paris (MGP) et ses établissements publics territoriaux (EPT).

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; Insee (population totale en 2018 - année de référence 2015); calculs DGCL.

C. Disparités départementales

Ratios financiers obligatoires des départements^(a)

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
France	874	281	322	993	90	491	124	20,8	92,9	9,1	49,4
France métropolitaine hors Paris	858	281	331	983	91	513	124	21,2	92,5	9,3	52,2
France métropolitaine y compris Paris	859	284	326	979	89	495	119	20,8	92,8	9,1	50,5
Outre-mer	1 479	160	170	1 589	134	341	324	21,3	95,5	8,4	21,4

Dispersion des ratios	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Minimum	617	30	34	771	26	0	0	9,5	77,1	2,9	0,0
1 ^{er} quartile	784	246	283	907	77	359	107	19,9	90,0	7,5	35,4
Médiane	869	281	320	1 023	95	496	140	22,3	92,8	9,9	52,5
3 ^e quartile	960	304	353	1 088	128	684	180	24,9	94,9	12,2	65,3
Maximum	1 656	452	462	1 696	211	1 347	515	41,0	102,6	17,6	120,4

Par strate de population (France métropolitaine)	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Moins de 250 000 habitants	999	295	343	1 152	133	588	223	26,2	92,3	11,6	51,1
De 250 000 à 500 000 habitants	904	281	322	1 036	105	587	157	23,2	92,8	10,1	56,6
De 500 000 à 1 000 000 d'habitants	789	262	295	912	90	456	122	21,5	91,7	9,9	50,1
1 000 000 d'habitants et plus hors Paris	874	292	356	995	84	518	105	19,8	92,9	8,4	52,0

(a) Hors métropole de Lyon et CTU.

Hors gestion active de la dette.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; Insee (population totale en 2018 - année de référence 2015); calculs DGCL.

D. Disparités régionales

2. Principaux ratios financiers des régions et des CTU

Comptes de gestion 2018	Ratio 1	Ratio 2	Ratio 2 bis	Ratio 3	Ratio 4	Ratio 5	Ratio 6	Ratio 7	Ratio 9	Ratio 10	Ratio 11
Auvergne-Rhône-Alpes	278	142	132	367	36	291	0	14,9	81,4	9,7	79,3
Bourgogne-Franche- Comté	342	115	136	419	39	225	0	16,8	86,0	9,3	53,5
Bretagne	281	107	110	361	51	328	0	17,1	81,7	14,2	91,0
Centre-Val de Loire	343	125	123	427	30	281	0	14,1	85,5	7,0	65,7
Corse	2 580	306	365	3 206	412	2 377	323	23,8	83,6	12,9	74,1
Grand Est	331	119	118	405	25	417	0	16,2	90,1	6,3	103,1
Hauts-de-France	355	111	141	431	28	488	0	16,7	95,0	6,5	113,1
Normandie	325	122	141	412	33	139	0	17,9	83,2	8,1	33,6
Nouvelle-Aquitaine	313	110	120	390	39	343	0	18,5	85,7	10,0	88,1
Occitanie	340	108	128	421	60	331	0	15,3	84,3	14,2	78,7
Pays de la Loire	267	128	118	341	20	435	0	15,0	89,2	6,0	127,6
Provence-Alpes- Côte d'Azur	305	123	116	387	35	523	0	17,2	87,2	9,1	135,1
France métropolitaine hors Île-de-France	329	121	128	413	39	371	2	16,7	86,4	9,4	89,9
Île-de-France	209	132	67	289	42	463	0	17,0	87,1	14,6	160,2
France métropolitaine	307	123	116	390	39	388	2	16,8	86,5	10,1	99,6
Guadeloupe	578	70	86	725	229	751	0	29,4	87,8	31,6	103,5
Martinique	2 158	288	344	2 434	201	1 525	379	24,7	92,6	8,3	62,7
Guyane	2 013	217	316	2 133	163	529	190	27,6	97,2	7,6	24,8
La Réunion	542	65	74	683	518	1 382	0	32,3	85,7	75,8	202,2
ROM	1 078	132	164	1 245	344	1 161	103	27,7	91,4	27,6	93,3
France	329	123	118	414	48	410	5	17,8	86,9	11,6	99,0

Hors gestion active de la dette.

La collectivité territoriale de Corse et les CTU de Guyane et de Martinique présentent des ratios en €/habitant plus élevés du fait de leur statut particulier.

Les ratios 1 à 6 sont exprimés en €/hab., les ratios 7 à 11 en pourcentage.

Sources : DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles; Insee (population totale en 2018 - année de référence 2015); calculs DGCL.